

BAROMETRE SOCIAL 2023

Comme chaque année le Baromètre social des Assises du journalisme a été réalisé avec les contributions de la CCIPJ, de la *Correspondance de la presse*, des syndicats SNJ, SNJ-CGT, et CFDT journalistes, qu'ils en soient tous remerciés. Ce baromètre sera présenté avec Elise Descamps de CFDT journalistes et Maïté Darnault pigiste et membre du collectif We Report.

Les chiffres de la CCIPJ.

Ils sont 33 626 journalistes détenteurs de la carte de presse à être en activité en 2023. Pour rappel ils étaient 37 392 en 2009. Soit un recul de 10%. Parmi ceux-ci 13% (soit 4889) sont « jeunes », au sens de 30 ans et moins.

47,9% sont des femmes et 52,1% des hommes. Nous ne sommes toujours pas à la parité. Même si les jeunes femmes sont plus nombreuses parmi les nouvelles cartes, soit 52,61%.

La précarité est toujours aussi importante avec 9713 de pigistes, CDD et demandeurs d'emplois soit 28,9%. Elle est particulièrement forte chez les jeunes, où les pigistes sont 66%. Moins d'un tiers d'emplois salariés en rédaction. A ce stade, la précarité se répartit de la même manière chez les hommes et les femmes (un tout petit peu moins chez les femmes).

La profession est toujours en Région parisienne, soit 52,61%, suivie de La Bretagne, mais très loin derrière à 4%, puis Aquitaine et Pays de Loire. Il y a plus de journalistes à l'ouest.

Principaux événements concernant l'emploi :

Comme chaque année nous rappelons les principaux dossiers sociaux, plutôt moins nombreux, avec à nouveau une surreprésentation de la presse régionale. Et un gros dossier, ouvert en réalité en ce début 2023, en télévision avec Euronews.

Presse quotidienne nationale :

20 Minutes : Un PSE supprime 31 postes, en lien avec la diminution du nombre d'éditions et l'arrêt de la distribution de l'imprimé dans quatre villes. Ne restera que 2 journalistes par locale. Le groupe Rossel serait pour le tout numérique. Alors que Ouest-France serait sur une option jeunes lecteurs. Un accent est mis sur la vidéo à moyens constants.

Présent : En cessation de paiement depuis juillet, ne paraissant plus depuis la fin juin, Présent est placé en liquidation judiciaire (4 août 2022). Le titre était en plan de sauvegarde depuis Mars 2020.

Presse quotidienne régionale :

Dans un contexte de baisse généralisée des diffusions (ACPM : -4,54% en 2022), sans rattrapage de la publicité depuis 2019 (BUMP : -15,2%), la PQR est à nouveau le secteur où l'on retrouve le plus grand nombre de dossiers de suppressions d'emplois de journalistes. Avec le retour de titres ou groupes déjà vus dans ce Baromètre, ainsi qu'une situation très compliquée pour la presse d'outre-mer.

La Voix du Nord : Annonce d'un PSE prévoyant la suppression de 105 postes sur 580, dont 48 journalistes (passage de 17 à 13 éditions locales). Simultanément 50 emplois seraient créés (dont des postes de rédacteurs et d'éditeurs). La sous-traitance à une agence locale serait abandonnée, mais en revanche, création de postes de « CDI volants. Suppression du bureau de Calais, mutualisé avec Nord-Littoral. [Pour rappel le Précédent plan social en 2017 avait conduit à 132 départs.

Midi Libre : Négociation d'un GEPP, sorte de plan de départs volontaires déguisé visant en priorité les plus de 59 ans. Il concerne 45 postes, dont 35 à la rédaction, soit 9 secrétaires et 26 journalistes. L'argument est celui d'une baisse

des revenus de la diffusion (8M€) et de la publicité (2M€), avec un déficit 2022 de 1,6M€.

La Dépêche de Tahiti : Liquidation judiciaire prononcée le 28 avril. *La Dépêche* employait 38 salariés. Rachat du titre par la SARL NAOS (Patrice Colombani). Les magazines de l'ancien groupe racheté par STP6Multipress (groupe Martin)

Les Nouvelles Calédoniennes : Disparition possible du titre – seul quotidien du territoire – avec la liquidation du groupe (Melchior) qui emploie une trentaine de journalistes.

Presse périodique régionale :

Le ravi : Le mensuel satyrique annonce sa disparition en septembre. L'association Tchatche qui l'édite étant en cessation de paiement, avec licenciement de 6 salariés.

Presse magazine :

Prisma presse : Les clauses de cession, suite au rachat par le groupe Bolloré / Vivendi, se traduisent par 238 départs de journalistes dont 55 pigistes, soit 46% des permanents. Pour compenser ceux-ci le groupe a procédé à 150 embauches dont 70 journalistes (jeunes, compétence numérique).

Le Particulier : Le groupe Particulier composé de 4 magazines (*Le Particulier*, *Le Particulier immobilier*, *Le Particulier pratique*, *Le Particulier santé*), faisant partie du groupe Figaro, a engagé un PSE touchant 11 postes sur 51 salariés. Sont concernés maquettistes et iconographes, SR, services qui seront externalisés : 5 CDI et 6 CDD.

TV Magazine : Arrêt du titre fin 2022, celui-ci employant 14 journalistes. Lancement d'un nouveau supplément TV pour *Le Figaro* (embauche ou réembauche de 4 journalistes), parallèlement à la création d'un « pôle écrans » travaillant pour le quotidien et le supplément hebdo. Simultanément au lancement de Diverto par la PQR.

Le Monde de la Photo : Mensuel, arrêt du titre

Canard PC : Le magazine spécialisé dans les jeux vidéo, supprime 4 CDI (3 licenciements et un départ en retraite non remplacé).

Télévision :

Euronews : Suite au rachat de la chaîne par le Fonds Alpac Capital, celui-ci annonce début 2023 un plan stratégique qui conduit à une transformation complète de l'organisation de la chaîne dont le siège était jusqu'ici à Lyon. Le siège serait implanté à Bruxelles avec 6 bureaux à Rome, Berlin, Lisbonne, Madrid et Lyon. Cette réorganisation entraînerait un PSE pour 234 emplois (sur 376), dont 154 journalistes (sur 198). Pour rappel un plan de départ avait déjà eu lieu en 2020 concernant 30 personnes.

Focus « collectifs » :

Dans la tension qui caractérise le statut du journaliste entre l'indépendant (auteur) et le collectif (travail en rédaction et lien de subordination), dès le XIXème siècle, émerge l'idée d'association, puis de syndicat, au XXème siècle. Depuis d'autres formes d'organisations collectives ont vu le jour s'adaptant aux évolutions de statut, avec tout particulièrement le développement de la précarité. D'où ce retour sur ce que sont les formes collectives d'organisation des journalistes hors des rédactions, aujourd'hui.

Syndicats :

Ils sont six : SNJ, SNJ-CGT, CFDT journalistes, CGC, CFTC, FO. Le premier Syndicat des journalistes naît en 1918 et pensera pouvoir représenter la profession dans son ensemble. De fait le mouvement éclate pour prendre des formes que l'on connaît chez nos voisins, tel le NUJ en Grande Bretagne, où se retrouvent l'ensemble des travailleurs de la presse, à l'image, ici du SNJ-CGT, de CFDT journalistes, etc. Un peu plus de 90% des votant à la Commission de la carte se retrouvent dans trois d'entre eux, SNJ, SNJ-CGT et la CFDT journalistes. Le SNJ représentant un peu plus de 55%.

Associations de journalistes :

Les associations de journalistes sont nombreuses et voient se côtoyer des objets assez différents.

Une première catégorie prend la forme de groupes représentant, défendant, mais aussi développant une entraide d'une catégorie de journalistes. Ce sont les femmes (à l'image de l'Association des Femmes journalistes, de l'Association des femmes journalistes de sports ou de Prenons la Une) ; les LGBTI ; les journalistes payés à la pige (avec Profession pigiste, etc.). A noter depuis quelques jours l'annonce de la création de l'AJAR : Association de journalistes Antiracistes et Racisés.

La majorité des associations sont créées pour faciliter les échanges entre journalistes d'un domaine, ainsi que leur travail auprès des sources, voire des institutions, à l'image de l'Association de journalistes de l'Information Sociale ou encore de l'Association des Journalistes Scientifiques de la presse d'information. Ne disposant pas d'un annuaire de ces associations est proposé

en annexe de ce baromètre une liste des principales, sans prétendre à l'exhaustivité.

Les Clubs de la presse : parmi les associations, regroupant des journalistes, figurent les Clubs de la presse, dans lesquels les journalistes côtoient souvent, mais pas toujours, les professionnels de la communication. Au nombre de 32, ceux-ci couvrent l'ensemble du territoire, et même au-delà, développant les échanges entre journalistes, des manifestations faisant connaître la profession, parfois de la formation pour les journalistes et depuis quelque temps, la société, avec l'EMI. 17 d'entre eux sont regroupés au sein de l'UPC2F. Cf. <https://docs.google.com/spreadsheets/d/1bA5pFDVjpdU5hLN3yDEakaXlwMtZRgnP-AVGiBK3oHM/edit#gid=0>

Sociétés de journalistes (SDJ) :

Autre forme de collectifs, cette fois à l'intérieur des rédactions, ce sont les Sociétés de journalistes (SDJ) ou Sociétés de rédacteurs. La première est créée au *Monde* en 1951 pour recevoir les parts de l'un des fondateurs Hubert Beuve-Méry. Le mouvement se développe à partir des années 60. Une fédération est créée en 1967, qui devient « Forum permanent » en 2005. Il regroupera une trentaine de SDJ en 2010. A celui-ci succède une organisation informelle, coordination, lieu d'échange via WhatsApp et Google groupe, sur des questions particulières ou des initiatives concernant plus ou moins de celles-ci, telles que la publication de tribunes.

Leur rôle peut inclure une participation au capital (*Le Monde*), veiller à l'indépendance de la rédaction vis-à-vis du propriétaire, s'exprimer sur des choix de nomination des dirigeants de rédaction (droit de veto aux *Echos*), des questions d'organisation, voire sur des aspects de la ligne éditoriale et questions de déontologie.

Les Collectifs de journalistes :

La notion de collectif est extensive et peut prendre des formes très diverses, du très informel, tel qu'un collectif d'anciens élèves d'une promo d'école de journalistes, appuyé sur un groupe Facebook ou WhatsApp, ou encore les pigistes d'une même entreprise à l'image des « Plumés d'infoPro », appuyé sur une simple mailing liste ; à une forme très structurée, qu'une participante qualifie de « proto-rédaction », avec locaux et moyens en communs, développement de projets, etc. Nous avons recensé une vingtaine de ce type.

Le phénomène paraît prendre de l'extension ces dernières années, particulièrement prisé par les jeunes journalistes. Certains de ces collectifs sont déjà anciens à l'image de « Au-delà de la rumeur » à Lille, qui existe depuis une vingtaine d'années. Il est très probablement en lien avec la progression de l'emploi à la pige, comme vu précédemment, touchant 2 journalistes sur 3, chez les 30 et moins de 30 ans.

Le nombre des participants est également très variable et lié au type de projets. Le groupe Facebook des CDD de France TV comprend 1600 personnes. Le Forum Piges a aujourd'hui 1100 inscrits à sa liste de discussion. Plusieurs des « proto-rédactions » comprennent une vingtaine de participants, un certain nombre de collectifs défendant un groupe ou développant des projets journalistiques communs se situe au-dessous de 10. Antidotes n'en comprend que 2. La forme juridique est également variable, certains étant en association (Hors cadre), d'autres restant complètement informels.

Plusieurs principes sont communs à ces collectifs, d'abord l'entraide, le partage, contre la solitude. Ils se revendiquent généralement de la « pige choisie ». Il y a le plus souvent valorisation des productions des membres (newsletters, site, page..., voire publication numérique, imprimée, podcast, etc. « Femme à abattre » pour Youpress ou *Contre-jour* pour La Friche.

Au-delà les projets varient selon qu'ils mettent en avant : des valeurs, des thèmes, des formes éditoriale (le reportage,...), le genre (plusieurs de ces collectifs ne rassemblent que des femmes), qu'ils s'emploient à définir, tout en développant des projets communs.

Sans prétendre à l'exhaustivité, il semble possible de dégager une petite typologie de ces collectifs :

Entraide : groupes d'anciens d'une promotion appuyé sur FB ou Whatsapp, groupe FB des CDD de France TV, Forum Piges, etc.

Défense, promotion d'une catégorie particulière, liée au genre (Tu piges, Collectif w, etc.), au statut (pigistes avec : Les plumé d'InfoPro ou Forum piges), âge, racisés (AJAR), etc. avec combinaison de ceux-ci parfois : jeunes femmes, précaire pour le Collectif W, femme pigiste : Tu piges. Jeunes femmes pigistes pour un collectif en constitution en Midi Pyrénées.

Développement de projets journalistiques communs : enquêtes et reportages, EMI, etc. : We Report.

Proto rédaction, avec locaux en commun, moyens en commun (technique, comptables, site web, newsletter), versement d'une contribution, partage d'information, développement de projets journalistiques (dossiers, reportages, axes de travail [Argos], EMI, résidence, etc.), formes d'organisation de travail (binômes rédacteurs/photoreporters pour Argos, Focus, Hors cadre, Extra muros, Les incorrigibles, Au-dessus de la rumeur (asso correspondants à Lille). Certains sont assez anciens, une vingtaine d'année pour Argos ou Au-dessus de la rumeur. Le nombre de membres peut varier sensiblement, rarement plus de la vingtaine, à partir de 5 ou 6. L'accès est parfois très formalisé (Les incorrigibles).

Une mention particulière, pour un collectif à la marge des détenteurs de cartes de presse : le Collectif National des Correspondants Locaux de Presse (CNCLP).

Liste indicative des collectifs de journalistes :

AJAR

Antidotes

Argos

Au-dessus de la rumeur.

Collectif W

Extra muros

Focus

Hors cadre

Jeunes femmes pigistes Midi-Pyrénées

La Fourmilière.

La Friche.

Les incorrigibles

Le Terrier.

Longshot.

Presse-Papiers.

Solvo

Splann !

Tu Piges

We Report

Youpress

Liste indicative des associations de journalistes :

Association confraternelle de la presse judiciaire (APJ).

Association des critiques et journalistes de bande dessinée (ACBD).

Association des femmes journalistes de sport (FJS).

Association française des journalistes agricoles (AFJA).

Association internationale des journalistes ferroviaires (AIJF)

Association des journalistes Professionnels de la Défense (AJD)

Association française des journalistes spécialisés sur le Moyen-Orient et le Maghreb (AJMO).

Association des journalistes de la construction.

Association française des journalistes et écrivains du tourisme (AFJET).

Association des journalistes du tourisme (AJT)

Association des journalistes des activités de la maison (ACAM).

Association des journalistes de l'énergie (AJDE).

Association des journalistes de l'environnement (AJE)

Association des journalistes éducation recherche (AJé)

Association des journalistes économiques et financiers (AJEF).

Association des journalistes de l'habitat et de la ville (AJIBAT).

Association des journalistes de l'information religieuse (AJIR).

Association des journalistes de l'information sociale (AJIS).

Association des journalistes du jardin et de l'horticulture (AJJH).

Association des journalistes des médias et de la communication (AJM).

Association des journalistes médicaux grand public (AJMED).

Association des journalistes écrivains pour la nature et l'écologie (JNE).

Association des journalistes du patrimoine (AJP).

Association des journalistes parlementaires (AJP).

Association des journalistes professionnels de l'aéronautique et de l'espace (AJPAE).

Association des journalistes de la presse magazine (AJPM)

Association des journalistes de la presse périodique (AJPP)

Association des journalistes de la sécurité (AJS)

Association des journalistes techniques et économiques (AJTE)

Association des journalistes universitaires (AJU)

Association nationale des iconographes (ANI).

Association nationale des journalistes de l'assurance (ANJA)

Association nationale des journalistes d'information médicale (ANJIM)

Association professionnelle des chroniqueurs et informateurs de la gastronomie et du vin (APCIG)

Association de la presse diplomatique française (APD)

Association des journalistes santé de la presse d'information.

Association des journalistes scientifiques de la presse d'information (AJSPI).

Association des Journalistes de vidéastes de la presse en ligne (AJVPL)

Association des cyber-journalistes (ACJ)

Cercle des journalistes juridique (CJJ)

Association de la presse présidentielle (APP)

Free lens.

Prenons la Une.

Association des journalistes lesbiennes, gays, bi-e-s, trans et intersexes (AJL).

Union des journalistes de sport en France (UJSF).

Union des journalistes de cinéma (UJC).

Union des photographes professionnels (UPP).

Union des journalistes arabisants français (UJAF)

